

Austérité pour les travailleurs, opulence pour les actionnaires !



Un catastrophisme organisé !

Ainsi donc nous avons été abreuvés de chiffres catastrophistes, de menaces sur nos emplois, d'articles et de reportages sur une économie qui est sur le point de s'effondrer. La dernière polémique en date a concerné, une fois encore, la manière dont les familles qui bénéficient de l'Allocation de Rentrée Scolaire « détourneraient » cette aide pour s'équiper en écran plat, tant qu'on y est pourquoi n'iraient-elles pas la placer dans un paradis fiscal ? Quand l'outrance est poussée à cet extrême, on est en droit de se demander ce qui reste de légitime à un gouvernement qui méprise à ce point ses propres administrés.

Nous sommes coutumiers, malheureusement, de ces discours en creux qui stigmatisent toujours les mêmes, nous ne devons cependant jamais nous y habituer, ces propos sont non seulement scandaleux, mais le plus grave c'est qu'ils témoignent à la fois d'un mépris de classe d'une violence inouïe et, plus grave encore, ils visent à nous préparer à accepter tous les sacrifices auxquels nous devrions consentir.

Une économie qui va mal, vraiment ?

Crise économique, crise politique, crises sociale, et désormais crise sanitaire, c'est entendu nous vivons sous un état permanent de crise, une crise protéiforme, une crise qui perdure, une crise favorisée et instrumentalisée dont nous ne connaissons jamais les responsables. On nous dit que nous sommes en crise, alors il faut courber l'échine et accepter. Sans doute nombre d'entre nous seront d'accord avec ces affirmations, le travail précaire s'intensifie, la pauvreté augmente, le pouvoir d'achat est en berne, les salaires n'augmentent plus depuis des années, la pandémie a largement accentué tous ces phénomènes qui étaient déjà l'œuvre avant son surgissement. A l'échelle d'un salarié, d'un retraité, d'un jeune, d'un privé d'emploi tous ces constats sont partagés. Seulement il y a une réalité qu'on veut passer sous silence : l'économie se porte plutôt bien ! Malgré la crise savamment orchestrée par le gouvernement par la pandémie de coronavirus, la France semble bien s'en sortir. C'est ce que laisse penser la Banque de France, via les toutes dernières données publiées. L'organisme a estimé que l'activité économique française est désormais presque revenue, en août, à son niveau d'avant-crise. Cela peut sembler paradoxal mais c'est pourtant vrai, alors pourquoi nous continuons à vivre dans la difficulté et dans la peur du lendemain ? Sans doute parce qu'une partie de plus en plus importante de nos richesses produites sont détournées et captées par le capital, par la finance, par les riches.

Une asymétrie du rapport de force en faveur de l'actionnariat : Vive le CAC 40 !

Les gouvernements successifs ont plus que favorisé les tenants du capital, toutes les mesures prises vont dans leur sens, dans le sens d'une concentration toujours plus grande des richesses, au détriment évidemment des travailleurs et des populations.

Les fonds de gestion de blackrock par exemple (fonds de gestion spéculatif) auprès de qui Macron prend conseil pour « la réforme des retraites », ont augmenté de 30% entre juin 2020 et juin 2021. Ils spéculent actuellement avec des actifs qui s'élèvent à 10 000 milliards de dollars, ce qui correspond à 4 fois le PIB de la France !

Les records battus par les entreprises du CAC 40 en pleine pandémie, en plein arrêt de pans entiers de secteurs d'activité, à l'heure où le chômage explose, où les revenus diminuent où la réforme de l'assurance chômage va entrer en vigueur, donnent le tournis.

Le CAC 40 a, sur les six premiers mois de l'année 2021, réalisé plus de 60 milliards d'euros de profits, soit 41% de plus qu'au premier semestre de 2019 (42,7 milliards). Depuis le début de la pandémie de près de 200 milliards d'euros d'aides supplémentaires ruissellent sur le secteur privé, sans conditionnalité sociale, fiscale et écologique. Rappelons également que Le patrimoine cumulé des 500 plus grandes fortunes de France a augmenté de 30% en un an (2021), frôlant les 1 000 milliards d'euros.

Opacité à tous les étages !

A Bercy, on brandit le secret fiscal et la confidentialité des affaires pour rendre toute cette manne versée la plus opaque possible. Des grandes entreprises qui se sont gavées sur les aides et autres dispositifs de chômage partiel sans aucune contrepartie et sans aucune information publique, chiffrée, sourcée et étayée ! On nous met en avant le petit coiffeur du coin qui a reçu 1000 euros d'aides, oui c'était nécessaire, mais qu'en est-il exactement de la totalité des entreprises du CAC 40 qui ont bénéficié, et bénéficient encore, de dispositifs sans que l'on ne sache où va cet argent ? Certainement pas dans des emplois pérennes ou dans les salaires.

Le miracle du mirage économique...

Pour autant, depuis quelques jours, les discours sur une embellie de la situation économique fleurissent dans la bouche des journalistes aux ordres du pouvoir en place, laissant même penser que nous serions dans une pénurie de main d'œuvre pour un certain nombre de secteur... La magie de la reprise ayant opérée, le ruissellement d'emploi, par la croissance retrouvée, serait aujourd'hui d'actualité, promettant ainsi une amélioration sur le front du marché de l'emploi. Quand bien même tous les chiffres de Pôle emploi contredisent ces affirmations, il s'agit la de répondre directement au Conseil d'Etat qui avait notamment mis en avant le contexte économique pour appuyer sa demande de révision de la réforme de l'assurance chômage...

La ficelle est grosse... Nous rappelons par ailleurs qu'aucune des réformes néfastes mises en place par les gouvernements successifs n'a créé d'emploi. Ce n'est pas les chômeurs qu'il faut combattre mais le chômage...

Il nous faut dès aujourd'hui construire les conditions de mobilisations fortes et massives, attachées à nos conquits sociaux !

Personne ne veut de la réforme chômage ni de la réforme retraite !

L'argent ne se trouve pas dans les poches des précaires, des salariés, des retraités mais dans celles des milliardaires, des actionnaires, des multinationales.

L'urgence, en cette rentrée sociale, est à la construction du rapport de force par la discussion avec les salariés pour démontrer que d'autres choix sont possibles !

Le mardi 5 Octobre 2021 doit être également une journée forte de mobilisation et de grève le plus large possible pour la défense de la protection sociale, la création d'emplois et l'augmentation générale des salaires...